

Ouvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté



Expérience du FIDA dans la lutte contre la Désertification

***Contribution à l'ATELIER INTERNATIONAL SUR LES COUTS
ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'INACTION EN MATIERE DE
DESERTIFICATION***

ROME, 4-5 décembre 2006

Philippe REMY – division des Politiques

Trois chapitres :

- 1. L'engagement du FIDA dans la lutte contre la désertification**
- 2. Le FIDA et les opérations de lutte contre la désertification**
- 3. Evaluation des impacts des interventions du FIDA, leçons apprises et limites méthodologiques**

avec l'appui du Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) de Montpellier, en la personne de Florent MARAUX – CIRAD TERA.

L'engagement du FIDA dans La lutte contre la désertification

- **Un engagement de toujours**
- **des partenariats institutionnels :**
 - ✓ **Mécanisme Mondial**
 - ✓ **International Land Coalition**
 - ✓ **FEM**

➤ **Une prise en compte de la désertification indirecte mais importante**

Ciblage des actions du FIDA sur la **lutte contre la pauvreté**

Peu de projets ont pour objet explicite la lutte contre la désertification mais une majorité de projets y contribue

117 projets d'investissement (sur 187 analysés de 1999 à 2005) présentent des objectifs qui traitent d'objectifs pris en compte par l'UNCCD.

- **55 %** de ces projets concernent la gestion du risque, l'appui à la production, l'agriculture et la conservation des ressources ;
- **45 %** traitent plus directement de développement communautaire, des ressources, de services, et de planification des infrastructures à réaliser.

environ 30 % des prêts en moyenne par an concourent à la lutte contre la désertification

Principales caractéristiques des projets du FIDA

Grande diversité d'interventions développée par les équipes du FIDA et leurs partenaires dans la lutte contre la Désertification en fonction des contextes géographiques

Pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre :

La priorité est donnée à l'appui aux communautés locales et à la création d'un contexte favorable à la réalisation de leurs initiatives sans que ces dernières soient quantifiées a priori.

Pour l'Afrique de l'Est et Australe :

La stratégie régionale se focalise sur les zones fortement peuplées dans lesquelles 85 % des populations pauvres sont concentrées, et qui se trouvent aussi être des zones plus humides

Dans les zones sensibles à la désertification : recherche d'approches écologiques et économiques originales

ex : **Phytotrade** qui favorise le maintien d'activités économiques dans des zones marginales en proie à la désertification.

Pour la Région Asie et Pacifique

De gros problèmes de désertification se posent dans les zones irriguées, du fait de la salinisation des sols. Ces zones sont aussi très fortement peuplées.

Cependant, le FIDA a fait le choix de cibler ses priorités vers les zones dites « les moins favorables », parmi lesquelles dominent les zones de montagne, les terres hautes, et dans une moindre mesure les zones côtières.

Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Un élément central de la stratégie régionale est la préservation de la richesse du patrimoine naturel. Cet objectif a conduit la Division à développer des collaborations étroites avec le FEM.

Une attention particulière est mise sur le ciblage vers les minorités ethniques (dans tous les environnements). Le FIDA intervient ainsi beaucoup dans le domaine de la formation, notamment des communautés indigènes, pour la gestion durable et partagée des ressources naturelles.

Pour l'Afrique du Nord et Proche Orient

Du fait de sa position aux marges des plus grands déserts naturels du Globe, la stratégie régionale de cette Division est la seule qui fasse explicitement référence à la désertification.

Priorité sur le maintien des activités agricoles, en particulier par la restauration des sols et la gestion des pâturages

Un effort particulier est porté sur les aspects politiques sectoriels de Gestion des Ressources Naturelles, en particulier sur la délégation de responsabilités aux communautés de base.

Au-delà des évolutions climatiques, la responsabilité de l'Homme est maintenant reconnue comme centrale dans la propagation de la désertification

- au niveau local d'abord : plus les populations sont pauvres plus elles dépendent des ressources naturelles et moins elles ont les moyens de les gérer durablement.
- au niveau de l'élaboration des politiques nationales : dans un contexte de mauvaise gouvernance, la prise en compte de la gestion des ressources naturelles est souvent déficiente.

Les projets ne se résument plus à des interventions techniques pour agir sur l'environnement.

Ils visent à briser un cycle vicieux entre désertification et pauvreté :

- ✓ en travaillant avec les acteurs ruraux et leurs institutions pour trouver des issues adéquates,
- ✓ en s'inscrivant dans les processus de délégation de responsabilités aux populations concernées,
- ✓ en prenant en compte conjointement les dimensions environnementales, économiques et sociales.

Evaluation des Impacts des interventions du FIDA

Le Programme Spécial du FIDA pour les pays touchés par la sécheresse et la désertification (PSA)

Lancé par le FIDA en 1985, suite à la grave crise alimentaire de 1984/85 dans les pays du Sahel

Le FIDA a mobilisé, sur une dizaine d'années, quelques 720 millions de dollars pour ce programme

Une évaluation a été conduite au cours de l'année 1997.

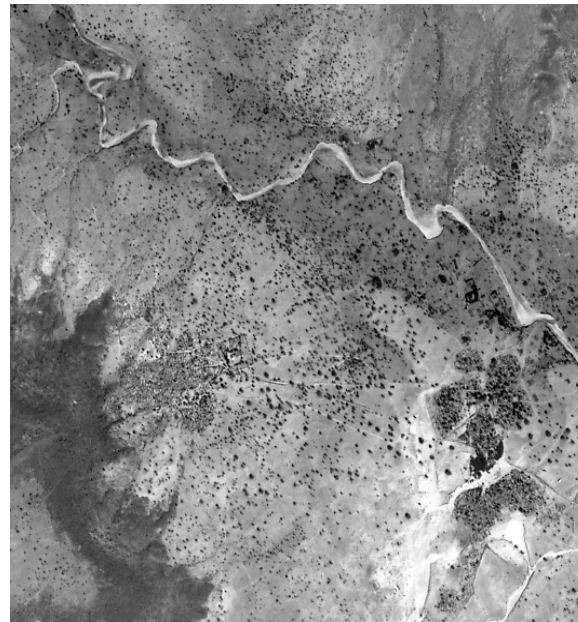
Sous-programme Illéla au Niger

- ❖ près de 6.000 ha ont été aménagés individuellement (soit 192% des objectifs initiaux), par 6.900 exploitations très exposées à la sécheresse
- ❖ Succès remarquable des micro-aménagements de rétention d'eau sur les terres cultivées et des remises en cultures de terres dégradées - augmentation et sécurisation de la production vivrière des ménages
- ❖ Environ 30% d'augmentation du disponible vivrier pour 50% de la population des villages concernés (80 villages au Niger)

LES COUTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'INACTION EN MATIERE DE DESERTIFICATION
Contribution du FIDA ROME, 4-5 décembre 2006

Le village de Roukouzoum, au Niger, à 27 ans d'intervalle.

L'analyse des images permet de compter les cases, les arbres, les surfaces cultivées... et de procéder à des quantifications agricoles, démographiques, d'usage du sol...



LES COUTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'INACTION EN MATIERE DE DESERTIFICATION
Contribution du FIDA **ROME, 4-5 décembre 2006**

Les impacts positifs recensés :

- Amélioration de la **sécurité alimentaire** ;
- L'émergence d'un **marché de la terre**, incluant les terres dégradées ;
- L'ouverture de **l'accès au foncier pour les femmes** ;
- **L'augmentation des superficies** en pâturages, en cultures de décrue et de contre saison ;
- Un meilleur accès à **l'eau potable** ;
- L'accroissement de la capacité **d'organisation collective** et de négociation (y compris groupements féminins) ;
- Enfin, et même des comparaisons inter-villages montrent que les villages actifs dans la lutte contre la désertification accroissent leur population (par augmentation de la capacité à produire), et contribuent moins à **l'exode vers les villes et aux phénomènes migratoires...**

LES COUTS ECONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'INACTION EN MATIERE DE DESERTIFICATION
Contribution du FIDA ROME, 4-5 décembre 2006

A contrario, cet exemple prouve que rester inactifs face au phénomène de désertification contribue à exacerber les conflits pour l'accès à la terre, à favoriser les migrations, à aggraver les déséquilibres entre groupes de populations, entre les villes et les campagnes, entre les pays du Nord et du Sud...

Mais les méthodes pour apprécier avec précision les impacts des actions liées à la lutte contre la désertification font encore défaut.

Outils pour présenter des bilans chiffrés absolument nécessaires :

- pour confirmer les tendances perçues sur le terrain,
- pour sensibiliser de nouveaux partenaires à investir dans la promotion d'une agriculture durable dans les zones exposées à la désertification.

Les besoins sont immenses, à la mesure des surfaces et des populations concernées.

Des actions isolées sont insuffisantes et ne pourront présenter qu'un intérêt local.

Par contre, si sur la base d'argumentations scientifiquement validées, une mobilisation s'enclenche à large échelle, la valorisation des expériences acquises sur le terrain permettront d'inverser les tendances.